

Le service de presse du Secrétariat international aux attachés de presse

Communiqué de presse sur la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo

Embargo : vendredi 23 octobre 1992 à 00 h 01 GMT

Index AI : EUR 63/02/92

Traduction et diffusion aux sections francophones et au Secrétariat
international : LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY
INTERNATIONAL - ÉFAI -

BOSNIE-HERZÉGOVINE ET KOSOVO

La tragédie des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie

Amnesty International a déclaré aujourd'hui (vendredi 23 octobre 1992) que la Bosnie-Herzégovine, déchirée par la guerre, continue d'être le théâtre de violations des droits de l'homme, et l'Organisation indique que la province

du Kosovo est à son tour menacée par une crise identique.

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme a envoyé une mission d'enquête interroger de très nombreux réfugiés qui ont fui la Bosnie-Herzégovine, et a recueilli des témoignages directs extrêmement détaillés. Toutes ces personnes ont fui pour échapper aux massacres, aux passages à tabac et aux arrestations, ou ont été expulsées de la région. Leurs récits sont venus s'ajouter aux informations largement diffusées par les médias concernant les mauvais traitements dans les camps de détention et les massacres commis par les forces serbes, et ont apporté de nouveaux éléments sur les violations des droits de l'homme dont sont victimes les Serbes.

Dans un rapport publié aujourd'hui par Amnesty International, des adolescents racontent comment leurs parents ont été abattus sous leurs yeux, des villageois expliquent comment ils ont été pris dans une rafle et détenus dans des stades, des caves ou des trains, et d'anciens détenus décrivent la cruauté des passages à tabac auxquels ils ont été soumis.

« En raison de la guerre, il est extrêmement difficile de recueillir des témoignages directs et d'obtenir confirmation des informations parvenant

de Bosnie-Herzégovine. Nous avons reçu des renseignements détaillés sur de nombreux autres cas, mais nous ne sommes pas en mesure de les vérifier. Nous ne connaissons sans doute jamais toute la vérité sur ce qui s'est passé, mais il est évident que les violations des droits de l'homme commises dans cette région sont terrifiantes et devraient cesser immédiatement », déclare Amnesty International.

Outre la persistance des atteintes aux droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, l'Organisation est de plus en plus préoccupée par le nombre croissant d'informations inquiétantes lui parvenant de la province du Kosovo : il est quotidiennement fait état de la répression, des arrestations et des passages à tabac dont se rendent responsables les forces de sécurité, composées en majorité de Serbes, à l'encontre de la communauté albanaise. Les Albanais de souche, majoritaires dans cette province, ont proclamé la république du Kosovo et refusent de reconnaître l'autorité de la Serbie.

Amnesty International redoute que les tensions opposant les Serbes et la communauté albanaise dans la province du Kosovo ne dégénèrent en violences interethniques comparables à celles qui déchirent la Bosnie-

Herzégovine.

Le rapport publié aujourd'hui fournit des récits détaillés, dont l'authenticité est avérée, de réfugiés ayant été détenus dans des camps d'internement, ainsi que des témoignages directs relatant les massacres dont ont été victimes les musulmans de Bosnie-Herzégovine.

Une jeune fille de quinze ans a raconté à Amnesty International comment son père avait été tué lors de l'attaque de leur village, qui s'est soldée par le massacre de 83 musulmans au moins. Elle et sa sœur ont vu les combattants serbes tirer sur son père et sur deux voisins qui tentaient de s'échapper, puis le ramener, un fusil braqué dans le dos.

« Il nous a dit de ne pas avoir peur, qu'il ne lui arriverait rien », a-t-elle raconté. Quelques instants plus tard, les Serbes ont abattu cet homme et ont ouvert le feu sur les deux sœurs ; elles ont cherché refuge dans leur maison tandis qu'ils tiraient dans les fenêtres. « La fusillade a duré tellement longtemps que quand ils ont arrêté de tirer, ils pensaient que nous étions mortes. »

Des personnes auraient été tuées dans des camps de détention où régnaient des conditions déplorables pour tous les détenus. Les

prisonniers manquaient de nourriture, nombre d'entre eux étaient régulièrement battus avec sauvagerie, et des humiliations auraient été infligées par les gardiens. Un prêtre catholique dont le cas est décrit en détail dans le rapport d'Amnesty International a été battu et frappé à coups de pied avant même d'arriver au centre de détention. Il a par la suite été battu au point de perdre connaissance, son corps était meurtri de la tête aux pieds.

« Ces récits ne reflètent qu'une infime partie de la réalité. Nous enquêtons actuellement sur d'autres informations selon lesquelles des détenues auraient été violées, ainsi que sur les nouveaux cas, fort nombreux, qui nous sont signalés chaque semaine », précise Amnesty International.

« Alors que le monde entier a les yeux tournés vers la Bosnie-Herzégovine, la situation au Kosovo ne cesse de se détériorer. Les droits de l'homme sont violés de manière flagrante dans ces deux régions. La situation de l'ex-Yougoslavie est absolument tragique. Tous ceux qui en ont le pouvoir doivent prendre des mesures pour mettre fin aux violations des droits de l'homme qui ne font qu'ajouter à cette tragédie », conclut l'Organisation.

Communiqué de presse : Bosnie-Herzégovine et Kosovo
ÉFAI -
6

EUR 63/02/92-

FIN DU COMMUNIQUÉ